

EUROPE SOCIALE

Appliquer le modèle luxembourgeois



Jean-Claude Juncker salue Wim Kok, auteur du rapport sur la stratégie de Lisbonne, lors du Sommet social tripartite de novembre dernier.

(Photo: Tom Wagner / SIP)

C'est dans un style tout national que la présidence luxembourgeoise traite les dossiers européens. Un exercice d'équilibre aux résultats incertains.

Ces derniers jours, le nombre 3 a la cote dans les discours des politiciens luxembourgeois. Mardi à Budapest, lors de la conférence régionale européenne de l'Organisation internationale du travail (OIT), Jean-Claude Juncker s'est félicité du fonctionnement tripartite de cette institution qui organise "l'intersection entre les gouvernements, le monde du travail et le monde des employeurs". Le lendemain, lors de la grande réunion parlementaire sur la stratégie de Lisbonne, le ministre de l'économie Jeannot Krecké a rappelé l'équivalence des trois piliers: l'économique, le social et l'écologique.

Ce souci de l'équilibre entre trois composantes symbolise à merveille une caractéristique de la présidence luxembourgeoise de l'Union européenne: elle transpose le modèle grand-ducal du dialogue et du compromis à l'échelle continentale. Le premier ministre en particulier se livre à un véritable numéro d'acrobatie politique. Ainsi, pendant la seule journée du jeudi 10 février, il a rencontré successivement des représentant-e-s de la Table ronde européenne des industriels, de la Plateforme des ONG européennes du secteur social, et du Bureau européen de l'environnement. Il y a des chances pour que cette manière de procéder arrache quelques concessions sociales et écologiques aux tout-puissants lobbies patronaux européens.

Compétitivité

Du côté patronal, l'interprétation des problèmes économiques est simple. Les entreprises sont écrasées par les coûts salariaux et les régulations étatiques. Or, sans entreprises performantes, pas de croissance, et pas de résorption du chômage. Ce dis-

cours se décline en de nombreuses variantes. Un social-démocrate comme Jeannot Krecké explique que la rentabilité des entreprises privées n'est qu'un moyen pour faire vivre l'Etat-Providence. A l'autre extrême, un industriel comme Guy Dollé, PDG d'Arcelor, n'hésite pas à brandir la menace des délocalisations, si l'Union européenne n'assouplit pas ses réglementations environnementales et antitrusts.

Ce discours ayant marqué les dernières décennies de la construction européenne, on peut s'étonner de l'indignation provoquée par la fameuse directive Bolkestein. Elle n'est que la conséquence logique d'une démarche consistant à miser sur le marché et l'entreprise privée pour dynamiser l'économie européenne. La directive doit rendre plus performantes les entreprises du secteur des services en les mettant en concurrence et en leur donnant accès à des marchés jusqu'ici verrouillés par des opérateurs publics.

Jeannot Krecké a réaffirmé cette idée mercredi devant les député-e-s en constatant que l'établissement du Marché unique accuse un retard dans le secteur des services. Il a bien entendu critiqué le fait que le projet de directive inclut des secteurs sensibles. Pour le gouvernement luxembourgeois, les soins de santé et les services sociaux d'intérêt général ne doivent pas être traités de la même manière que des activités de service commerciales. Alors que les ministres ont plaidé pour un aménagement de la directive dans ce sens, Alex Bodry, président de la séance, a exigé un retrait pur et simple.

C'est ce que demandent aussi les syndicats et les altermondialistes. "Prévoir des exceptions au

régime Bolkestein ne nous suffit pas", a déclaré lundi dernier Carola Fischbach-Pyttel de la Confédération européenne des syndicats, invitée par la FNCTT-FEL. "Nous ne voyons pas la nécessité de tout libéraliser, voire privatiser." Elle a cité des secteurs comme l'électricité, où les prix n'ont pas baissé et des dizaines de milliers d'emplois se sont volatilisés. Cornelia Staritz d'Attac Autriche a rajouté que les critiques ne concernaient pas que le secteur des services. "Nous nous battons pour une harmonisation européenne des standards sociaux à un niveau élevé."

Solidarité

Cette même revendication est régulièrement endossée par Jean-Claude Juncker lors de ses prêches sur l'Europe sociale. Il le fait d'autant plus aisément qu'une telle évolution est à mille lieux des réalités bruxelloises. Toute avancée en matière de politique sociale se heurte à un double veto. D'une part, des pays comme la Grande-Bretagne y opposent des arguments de principe. D'autre part, les nouveaux pays membres voient dans ce que nous appelons "dumping social" une sorte de bonus à leur développement économique. Rallier ces derniers à l'harmonisation des normes sociales supposerait qu'on les soutienne, par exemple en gonflant le budget des fonds structurels. Or, c'est le contraire qui se passe actuellement. Les grands pays souhaitent limiter le budget de l'Union.

Il est significatif que la plupart des adversaires de la directive Bolkestein ne prennent pas position sur des sujets épineux comme le budget européen. Le slogan "pour une autre Europe", signifie le plus souvent "pour une Europe qui ne touche pas aux acquis sociaux". Ce qui revient à dire "contre l'Europe du démantèlement social". Cette attitude défensive a l'avantage d'éviter de réfléchir aux exigences complexes requises par une véritable réorientation de la construction européenne. L'option défensive offre également un dénominateur commun évident aux altermondialistes et aux syndicats. Si le rapport de force face aux lobbies patronaux n'en devient que plus favorable, le risque est d'aboutir à des consensus mous: ouvrir la voie à une régression sociale modérée, sans pour autant résoudre les problèmes structurels des économies européennes.

Arbitrer entre un patronat qui demande toujours plus et des syndicats qui défendent leurs acquis est un exercice familier pour Jean-Claude Juncker. En vue du Sommet européen de printemps, il devra coordonner la révision de la stratégie de Lisbonne. Un compromis possible est "céder un peu aux patrons mais pas trop". Un tel résultat ne permettrait cependant pas de relever les défis à l'origine du processus.

Raymond Klein

EU hält an Millenniumszielen fest

Im Verlaufe des Jahres 2005 soll Bilanz gezogen werden, inwieweit die im Rahmen der UNO im Jahre 2000 beschlossenen Millenniumsziele erreicht werden können. Eines dieser Ziele sieht weltweit die Halbierung der Zahl der als arm eingestuften Menschen bis 2015 vor. "Die Ziele können erreicht werden, wenn die dazu benötigten Mittel in verstärktem Maße bereitgestellt werden", meinte der amtierende Vorsitzende des Rates, der Entwicklungshilfeminister Jean-Louis Schiltz, nach einem informellen Treffen der zuständigen EU-MinisterInnen am Dienstag in Luxemburg. Die EU halte auch weiterhin an den Zielen fest, so Schiltz. Er versuchte damit die Ängste der europäischen Entwicklungshilfeorganisationen zu entkräften, die mangelndes Engagement seitens der öffentlichen Hand monierten. Einem ONG-Bericht zufolge geben derzeit nur vier zumeist kleinere EU-Mitgliedsländer mehr als 0,7 Prozent des Bruttoinlandsproduktes für öffentliche Entwicklungshilfe aus. Besonders die Länder mit der größten Wirtschaftskraft, wie Deutschland, Frankreich oder England, tun sich schwer, ihre bisherige Hilfe konsequent auszubauen. Damit dürfte es schwierig werden, bis 2015 die 0,7-Marke als EU-Durchschnitt zu erreichen. Im April will die Ministerriege sich formell für ein Vorgehen bis 2010 einigen. Die Eckwerte hierfür wollte Schiltz noch nicht preisgeben; er meinte lediglich er und seine KollegInnen hätten die "Ambition ambitioniert" zu sein.

Escher Frauentage 2005

Die Gleichstellungsbehörde der Stadt Esch begnügt sich in diesem Jahr nicht mit nur einem Frauentag. Vom 3. bis zum 24. März finden Veranstaltungen rund um die Geschlechterthematik statt. Das Angebot reicht von einem Rundtischgespräch über Frauen und Krieg bis zu einem Seminar über Frauen und die Lissabon-Strategie. Eines der Glanzstücke ist die Vorführung der "Monologues du vagin" unter Mitwirkung von Juliette Gréco am 6. März.

Nächste Woche:

Nord-Süd-Solidarität

Die Tsunami-Katastrophe in Asien schlug alle bisherigen Rekorde in Sachen Spendenaufkommen. Doch ist die Hilfe da angelangt, wo sie am meisten gebraucht wurde? Und wie sieht es um die langfristige Entwicklung in der Region aus? Die woxx zieht nach zwei Monaten eine erste Bilanz.

Schokolade statt Tabak

Alle woxxies haben so ihre ganz persönlichen Dopingmittel: Manch eineR bevorzugt Kaffee, um vor allem an den hektischen Donnerstagen, wenn die aktuelle Nummer auf die Zielgerade gebracht wird, in Schwung zu kommen. Im vergangenen Jahr hatte die woxx sogar einen Keksabhängigen in ihren Reihen, der pro Tag mindestens eine Packung verschlang und mit seiner Sucht andere woxxies ansteckte. Dieses Mal ist es mehr der Obstkonsum, der zumindest bei einem woxxie zugenommen hat. Er deckt sich täglich vor allem mit Äpfeln und Bananen in großen Mengen ein, um unbeschadet und vitaminreich über die kalte Jahreszeit zu kommen. Es hilft kaum noch, denn sein Husten nimmt bedrohliche Ausmaße an. Aus Verzweiflung gönnt er sich dann nachmittags Schokolade - mit einem schlechten Gewissen natürlich. Wäre er nur bei den Äpfeln geblieben. Doch die geballte Ladung Süßigkeit ist immer noch besser als Tabak. Der gilt bei der woxx als verpönt: So ist das, worüber in Luxemburg diskutiert wird, das Rauchverbot in Restaurants, schon längst kein Thema mehr. Schon früher mussten die RaucherInnen im Treppenhaus ihrer Nikotinleidenschaft hingeben. Mittlerweile ist die ganze woxx rauchfrei.